

DELIBERATION N° 2018-83

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 25 SEPTEMBRE 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants, L. 712-1 et suivants,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration de l'UNS,
Vu la délibération n°2017-63 du 28 juin 2017 de l'UNS portant sur la délégation de pouvoir du Conseil d'Administration au Président de l'UNS,
Vu la convention de reversement UNS-INRIA sur l'aide attribuée par l'ANR dans le cadre de l'action « laboratoire d'excellence » pour le projet « UCN@SOPHIA » du 31 janvier 2014,
Vu l'avenant n°3 de la convention de reversement UNS-INRIA sur l'aide attribuée par l'ANR dans le cadre de l'action « laboratoire d'excellence » pour le projet « UCN@SOPHIA » du 19 juin 2018,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Philippe LAHIRE, Vice-président en charge des finances, des systèmes d'information, des outils de pilotage et de l'évaluation des moyens,

Approuve la décision d'attribution d'une subvention d'un montant de 640 933.88 € à l'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique – INRIA, dans le cadre du projet laboratoires d'excellence « LABEX UCN@SOPHIA » relative aux années 2017 et 2018.

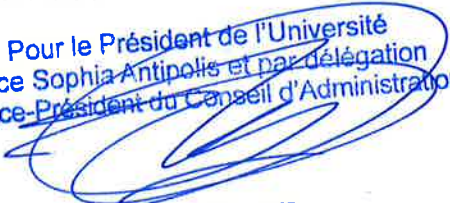
Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 36
Quorum : 18
Présents et représentés : **28**

Fait à Nice, le **25 SEP. 2018**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-83

TRANSMISE AU RECTEUR : **- 9 OCT. 2018**

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.